



HAL
open science

Introduction. Regards croisés (et rétrospectifs) autour des enquêtes sur le travail

Bilel Osmane, Ferruccio Ricciardi

► **To cite this version:**

Bilel Osmane, Ferruccio Ricciardi. Introduction. Regards croisés (et rétrospectifs) autour des enquêtes sur le travail. Cahiers d'histoire du Cnam, 2023, 17 (2), pp. 9-18. hal-04569027

HAL Id: hal-04569027

<https://hal.science/hal-04569027v1>

Submitted on 6 May 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Introduction

Regards croisés (et rétrospectifs) autour des enquêtes sur le travail

Bilel Osmane
CEET, Cnam

Ferruccio Ricciardi
LISE, Cnam

Depuis les « années 1968 », un mouvement de mise à jour des outils statistiques pour l'étude du travail s'est imposé en France (Gollac & Volkoff, 2010), après un long chemin d'institutionnalisation des statistiques du travail entamé au tournant du xx^e siècle (Touchelay, 2006 ; Penissat, 2006). Ce mouvement a impulsé l'élargissement progressif du spectre des objets légitimes (des conditions de travail au changement organisationnel, de la santé au travail aux risques professionnels) et l'analyse non seulement des « structures » mais aussi des « marges » de l'emploi (les intermédiaires du recrutement, les demandeurs d'emploi et les jeunes, les femmes et l'articulation emploi/famille, etc.). De nombreuses enquêtes ont été réalisées pour appréhender l'évolution du marché de l'emploi, des conditions de travail et de la santé au travail, des négociations

professionnelles ou bien des modes de recrutement, à l'initiative notamment d'organismes hybrides se situant à mi-chemin entre la demande publique et la production scientifique (DARES, CEE, CEREQ, ANACT, CREAPT, etc.¹). Il suffit d'évoquer l'évolution de l'Enquête Emploi², notamment grâce aux enquêtes complémentaires thématiques qui ont ouvert la voie à la collecte de données sur les

¹ Il s'agit, respectivement, de : la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES) au sein du ministère du Travail, du Centre d'études de l'emploi (CEE), du Centre d'études et de recherche sur les qualifications (CEREQ), de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT), du Centre des recherches sur l'expérience, l'âge et les populations au travail (CREAPT).

² L'Enquête Emploi (qui porte sur l'emploi, le chômage et l'inactivité) est menée par l'INSEE depuis 1950 pour permettre une mesure régulière de l'emploi et du chômage.

conditions de travail et leur amélioration, la technique et l'organisation du travail ou, encore, les nouvelles technologies (Goux, 2003 ; Gollac & Volkoff, 2010). À titre d'exemple, le Centre d'études de l'emploi (CEE)³, créé en 1970, a été traversé par ces nouvelles orientations (Amossé, 2016), alors même qu'on commence à défricher le champ de la sociologie de l'emploi dans un contexte de plus en plus marqué par les transformations de la population active (notamment en raison de l'afflux massif des femmes sur le marché du travail) et l'essor du chômage (Maruani & Reynaud, 1994 ; Maruani & Meron, 2012). Par la suite, les courants de l'économie des conventions (Eymard-Duvernay, 2006), de la sociohistoire de la quantification (Desrosières, 1993) et la critique féministe sur la dimension sexuée des rapports de travail (Hirata & Kergoat, 2005) ont également contribué à engager une réflexion critique sur les statistiques du travail produites par l'État-quantificateur.

Ces travaux se sont démarqués des grandes enquêtes de la statistique officielle (INSEE, INED, etc.)⁴ tout en

ayant recours à des dispositifs d'investigation alternatifs à la fois du point de vue formel et du contenu (monographies, enquêtes qualitatives, analyse ethnographique, critique réflexive des données quantitatives, etc.) et en intégrant aussi des chercheurs et chercheuses d'horizons disciplinaires divers (sociologues, économistes, ergonomes, médecins du travail, etc.). La première enquête statistique sur les conditions de travail en France, réalisée en 1978 sous l'égide du ministère du Travail, a constitué la matrice épistémologique d'une série d'enquêtes menées dans les années suivantes qui se sont focalisées sur les conditions de travail et la santé au travail (Geerkens & *al.*, 2019). En tirant profit de la collaboration avec les ergonomes, cette enquête s'est appuyée sur la fabrication de catégories négociées afin de mieux saisir l'hétérogénéité des conditions de travail (Volkoff & Molinié, 1982). Cette démarche fondée sur l'échange (d'abord entre enquêteurs et enquêtés, puis entre disciplines diverses) a aussi conduit à favoriser le dialogue entre domaines scientifiques dont le rapprochement n'était pas donné, comme par exemple entre l'ethnographie et la statistique (Cartier, Molinié & Volkoff, 2019).

Si l'histoire institutionnelle de ces enquêtes commence à être dévoilée, beaucoup reste à faire pour mieux connaître les processus de fabrication des savoirs d'enquête issus de multiples initiatives ayant contribué à renouveler les modes d'observation du travail et de l'emploi

³ Le CEE a intégré le Conservatoire national des arts métiers (Cnam) en 2016 pour devenir le Centre d'études de l'emploi et du travail (CEET), étant désormais un programme transversal et pluridisciplinaire de l'établissement parisien s'appuyant sur trois laboratoires (le Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique-LISE, le Centre de recherche sur le travail et le développement-CRTD et le Laboratoire interdisciplinaire de recherches en sciences de l'action-LIRSA).

⁴ Institut national de la statistique et des études économiques-INSEE et Institut national d'études

démographiques-INED.

en France depuis les années 1970, ce qui par ailleurs constitue une singularité dans le panorama de la statistique du travail à l'échelle européenne (Paoli & Merllié, 2001). Il s'agit, par exemple, de retracer la phase d'élaboration, puis de mise en œuvre et de diffusion des données de certaines de ces enquêtes ; de mieux comprendre le contexte institutionnel et intellectuel dans lequel ces savoirs et pratiques d'enquête s'inscrivent ; d'illustrer la sociologie des acteurs et leurs trajectoires professionnelles, les controverses scientifiques ou encore l'influence du politique dans la définition des enjeux scientifiques. Partant de ce constat, le présent numéro des *Cahiers d'histoire du Cnam* vise à tirer quelques fils argumentaires pour mieux appréhender les mécanismes qui ont présidé à l'élaboration, la mise en œuvre et la validation de savoirs essentiellement empiriques, aux prises avec les exigences souvent en contraste des commanditaires étatiques et des chercheurs et savants impliqués. À cheval entre l'enquête historique et le témoignage raisonné, ce numéro s'emploie donc à ouvrir, certes de manière partielle, la boîte noire des enquêtes sur le travail, à savoir les modalités de production d'un savoir tiraillé sans cesse entre esprit de connaissance et impératifs de gouvernance (Prochasson, 2004 ; Geerkens & al., 2019).

L'article de Thomas Amossé qui ouvre ce dossier sert un peu de toile de fond à cette reconstruction historique. Il s'attache à retracer le rôle joué par le Conseil national de la statistique (CNS,

aujourd'hui Conseil national de l'information statistique-CNIS, institué en 1972) dans la production de nouvelles sources statistiques s'intéressant au *travail réel*, tel qu'il s'exerce et se négocie au sein des entreprises, parfois aux marges de l'emploi. Au travers d'une analyse fine des archives, jusque-là inédites, de cet organisme censé diffuser les données de la statistique publique concernant l'emploi et les revenus, il offre une double lecture de son action. Il s'agit, d'une part, de rendre compte du laborieux cheminement institutionnel ayant amené à l'ouverture progressive à la société du système statistique public. Il s'agit, d'autre part, de mettre en évidence la découverte de nouvelles pistes et de nouveaux dispositifs pour la production de données concernant le travail au sens large (conditions de travail et santé, relations contractuelles et formes de précarité, organisation du travail, etc.), grâce à l'initiative d'une nouvelle génération de statisticiens et à la demande sociale impulsée notamment par les organisations syndicales. Cette action renouvelée se reflète d'abord dans la multiplication de sources administratives susceptibles de nourrir les enquêtes (déclarations annuelles de salaire, fichiers de paie de la fonction publique, offres et demandes d'emploi, etc.), dont l'usage est pourtant frustré par les capacités limitées de traitement informatique. Elle se traduit aussi par le lancement, en 1978, de la première enquête sur les conditions de travail évoquée plus haut, puis par l'analyse des formes particulières de mise au travail (travail intérimaire, sous-traitance, etc.) que les catégories statistiques tradition-

nelles (par exemple le statut de salarié) ne parviennent pas à saisir. Enfin, elle se manifeste par le suivi des conventions collectives et la connaissance de la durée effective du travail et du salaire réel afin d'alimenter le dialogue social dans un paysage politique renouvelé après l'alternance à gauche en 1981. On assiste ainsi au déplacement thématique de l'emploi et des revenus vers le travail à l'aide de nouveaux dispositifs d'enquête (recours au longitudinal, monographies des professions, couplage de statistiques et entretiens, etc.). Depuis le point d'observation du CNS, les années 1970 constituent une période charnière entre la cristallisation des approches découlant du Plan (les approches structurelles fondées sur des enquêtes représentatives nationales) et leur mise en question au gré des changements politiques et sociétaux.

Pour mieux caractériser ces changements et leur impact sur la production d'enquêtes, il importe d'identifier les principales dynamiques qui les irriguent (par exemple les forces motrices du changement social, l'orientation des politiques publiques en la matière ou encore les options cognitives mobilisées), ce que la sociologie néo-institutionnaliste qualifie de « *moments critiques* » (« *critical junctures* », Collier & Collier, 1991). Parmi ces moments, la question sociale et la question féministe s'imposent en France et ailleurs comme marqueurs d'une transformation sociétale majeure durant les « années 68 », tout en contribuant à alimenter plusieurs domaines dans l'espace public comme dans l'espace privé (Zan-

carini-Fournel, 2008). Si les archives de la statistique, de l'administration ou encore de l'économie apparaissent un peu trop froides pour rendre compte de ces changements, qui plus est lorsqu'on a affaire à la production de données sur le travail, l'entrée par le témoignage des protagonistes est un moyen efficace pour pallier cet inconvénient. C'est dans cet esprit que s'inscrivent les deux entretiens menés respectivement avec Serge Volkoff et Monique Meron dans le cadre de ce numéro spécial.

Statisticien (ancien administrateur de l'INSEE) et ergonome, Serge Volkoff revient dans son entretien sur nombre d'enquêtes sur les conditions de travail et la santé auxquelles il a participé activement depuis la fin des années 1970. Il souligne, bien sûr, le contexte politico-intellectuel ayant favorisé l'émergence de ce type d'enquêtes (notamment les mobilisations ouvrières portant sur les risques professionnels), mais aussi le décroisement scientifique qu'elles ont suscité, en impliquant dans une démarche transdisciplinaire des acteurs divers tels que les médecins et les psychologues du travail, ainsi que les ergonomes. En particulier, la coopération inédite entre les statisticiens et les ergonomes, ainsi que la fertilisation croisée des démarches respectives (l'approche démographique pour analyser les conditions de travail d'une part, l'approche analytique dans l'observation de l'activité au travail d'autre part), ont débouché sur un questionnement plus large concernant la santé, l'âge et l'expérience au

travail. Dans cette perspective, la dimension temporelle a constitué l'élément fédérateur d'un programme de recherche visant à étudier conjointement les évolutions démographiques dans les populations au travail, les transformations dans l'organisation du travail et celles qui affectent les parcours professionnels, à travers aussi bien des enquêtes au service de la demande publique (les ministères et les différentes agences de l'État) que des enquêtes issues de partenariats avec les entreprises⁵.

Sur un autre versant, celui du travail féminin et des relations de genre, Monique Meron, elle aussi ancienne administratrice de l'INSEE, confirme l'importance du tournant des années 1970 dans la façon de repenser les statistiques sur le travail. Dans un entretien qui, à l'origine devait être mené à deux voix – Margaret Maruani, co-autrice avec Monique Meron d'un ouvrage de référence sur la représentation statistique du travail des femmes en France (2012), est malheureusement décédée en août 2022 –, elle souligne l'impact de l'entrée massive des femmes sur le marché du travail : « *un véritable raz de marée* ». Ce phénomène a aussi eu des répercussions sur la manière de compter le travail des femmes et plus généralement sur le questionnement épistémologique sous-jacent à la fabrication des catégories statis-

tiques, en concomitance avec la critique féministe qui a mis sous le projecteur la réalité du travail domestique. Une réalité qui, statistiquement parlant, relève traditionnellement de l'inactivité, du fait que le travail dans l'espace domestique (y compris celui des femmes conjointes de travailleurs indépendants dans des secteurs tels que l'agriculture ou le commerce) n'est pas reconnu comme une activité professionnelle dans les enquêtes réalisées par les grandes structures de la statistique publique, à partir des recensements (Fouquet, 2004). Malgré des avancées dans la prise en compte du travail des femmes (en termes de métiers, de temps du travail, de rémunérations, etc.), le constat reste nuancé : les données sur l'emploi et le chômage ne sont pas aussi sexuées et analysées sous l'angle du genre qu'on pourrait le souhaiter.

Parallèlement à ces enquêtes « lourdes », d'autres pistes de recherche ont émergé autour du couple travail/genre avant de se consolider dans les années 1990 et 2000. Elles s'inscrivent dans l'activité de structures plus « légères » comme le CEE, qui offrent la possibilité d'expérimenter de nouveaux thèmes ainsi que de nouvelles méthodes d'investigation en lien avec la demande sociale, le contexte institutionnel et aussi les opportunités de collaboration internationale. L'agenda social de l'Europe communautaire, de plus en plus tournée vers la promotion de l'égalité de genre, a dans ce sens joué un rôle important. Partant d'une enquête pionnière sur la discontinuité de l'activité professionnelle des femmes qui, par ail-

⁵ Ce programme est au cœur des activités du Centre de recherche sur l'expérience, l'âge et les populations au travail (CREAPT), groupement d'intérêt scientifique créé en 1991 et opérant au sein du Cnam.

leurs avait contribué à défricher le thème de l'équilibre entre travail et vie familiale (Labourie-Racapé, Letablier & Vasseur, 1977), Marie-Thérèse Letablier évoque la construction d'un champ de recherche sur l'emploi des femmes et les modes d'articulation travail/famille, à laquelle elle a participé tout au long de sa carrière. Bénéficiaire, directement ou indirectement, de nombreux contrats de recherche (par exemple à l'initiative de la Commission européenne), le CEE s'est révélé un environnement propice au développement d'une thématique jusque-là marginale. À l'intersection de la sociologie de l'emploi, du genre et de la famille, des objets comme la dé-familialisation (l'externalisation des tâches liées au *care*), le travail à temps partiel ou l'exclusion sociale des familles monoparentales ont vu le jour. Des méthodes spécifiques (notamment les méthodes mixtes mariant approches quantitatives et qualitatives) ont accompagné ces enquêtes.

Le cas du CEE est appréhendé ici comme un prisme pour mieux saisir certains mécanismes à la fois scientifiques et institutionnels ayant permis la mise au jour des enquêtes sur le travail depuis la fin des années 1970. Le changement de statut du CEE au milieu des années 1980, qui le fait sortir de la tutelle de l'INED au profit de celle conjointe des ministères du Travail et de la Recherche, n'est pas pour rien dans cette dynamique. Elle coïncide avec l'arrivée de François Eymard-Duvernay (en qualité de directeur) et de Laurent Thévenot, deux statisticiens hétérodoxes qui font de l'approche de l'économie

des conventions la base intellectuelle pour interroger *autrement* le monde du travail et de l'emploi. En témoigne l'intérêt croissant vers des objets tels que les modèles d'entreprise et leurs produits, les relations emploi-famille, les intermédiaires du marché du travail ou, dans une posture éminemment réflexive, l'analyse de la fabrication des outils et catégories statistiques. En se démarquant par rapport aux grandes enquêtes de la statistique publique, le CEE est perçu comme un lieu adapté pour comprendre l'opposition du particulier au général que la notion de convention – les modes de coordination entre action, critique et représentation – est censée saisir de manière plus efficace (Amossé, 2016). Dans ce contexte, par exemple, se justifie le fait d'enquêter sur la fabrication du camembert en Normandie ! Marie-Thérèse Letablier propose à cet égard une réflexion rétrospective sur les problématiques et les méthodes des enquêtes réalisées auprès d'entreprises de l'industrie laitière et fromagère au cours des décennies 1980 et 1990. Son témoignage permet de revenir sur les enquêtes qui ont permis d'observer des modèles contrastés de production dans ce secteur, les modes de construction de la qualité des produits qui y sont associés, et les savoir-faire mobilisés. En particulier, il met l'accent sur la façon dont est fabriquée la qualité à la fois des produits et des pratiques professionnelles, tout en montrant les actions d'évaluation (par exemple *via* la valorisation des savoir-faire locaux) que seule la méthode qualitative, au plus près des acteurs et de leurs jugements, est en mesure d'éclairer.

Si les outils d'investigation qualitative ont désormais fait leurs preuves dans les enquêtes portant sur le travail et l'emploi, l'approche mixte revendique également sa légitimité. En reprenant le fil d'une série d'études réalisées par le CEE sur les effets de l'introduction de la rupture conventionnelle en 2007, Bernard Gomel et Évelyne Serverin s'emploient à montrer les bien-fondés d'abord de l'« *enquête intermédiaire* » (ou « *exploratoire* ») se situant entre la monographie et l'enquête statistique, et la complémentarité des approches qualitative et quantitative. L'enquête exploratoire, en l'occurrence centrée sur des entretiens approfondis avec des salariés signataires d'une rupture conventionnelle, a apporté des éléments d'information pour la construction de l'enquête statistique. Elle a également permis de comprendre les difficultés rencontrées dans la description statistique des données, dans la mesure où le recours considérable et inattendu (notamment de la part d'organisations syndicales non hostiles comme la CFDT) à ce nouveau dispositif juridique relève aussi d'une plus grande variété de possibilités de sortie de l'emploi de la part des salariés. Les ruptures conventionnelles, par exemple, remplacent (en quelque sorte en les déguisant) les licenciements et/ou les démissions. Le résultat issu de ce retour d'enquête, consiste donc à montrer comment un outil de sécurisation de l'emploi a fini par affecter celui-ci, sinon à le fragiliser.

Les articles réunis dans ce dossier proposent des regards croisés et rétros-

pectifs sur l'évolution des manières d'enquêter sur le travail et l'emploi depuis le tournant des années 1970. Ils témoignent d'un lent mais progressif chemin vers la découverte de ce que certains statisticiens appellent, avec un brin de surprise, le « *travail réel* » et ses multiples facettes. Que ce soit par l'outil statistique ou par l'observation ethnographique des acteurs, la compréhension du contenu du travail ne peut pas faire l'impasse des méthodes employées, celles-ci étant partie intégrante de la construction de l'objet étudié notamment lorsque le poids de la demande publique n'est pas négligeable. Loin de pouvoir dissocier le politique du scientifique, l'enjeu principal de l'enquête sur le travail, hier comme aujourd'hui, tient en effet à sa capacité d'adéquation entre analyse et action, entre savoir et intervention.

Bibliographie

Amossé T. (2016). « The Centre d'Études de l'Emploi (1970-2015): Statistics – On the Cusp of Social Sciences and the State ». *Historical Social Research*, 41(2), pp. 72-95.

Cartier M., Molinié A.-F. & Volkoff S. (2019). « Observer et quantifier le travail pour mieux le comprendre. Un dialogue à la rencontre de l'ethnographie et de la statistique ». *Travail et Emploi*, 158, pp. 155-282.

Collier R. B. & Collier D. (1991). *Shaping the Political Arena: Critical Junctures, the Labor Movement, and Regime Dynamics in Latin America*. Princeton (NJ) : Princeton University Press.

Desrosières A. (1993). *La Politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*. Paris : La Découverte.

Eymard-Duvernay F. (dir.) (2006). *L'économie des conventions, méthodes et résultats. Tome 1. Débats*. Paris : La Découverte.

Fouquet A. (2004). « L'invention de l'inactivité ». *Travail, genre et sociétés*, 11, pp. 47-62.

Geerkens E., Hatzfeld N., Lespinet-Moret I. & Vigna X. (dir.) (2019). *Les enquêtes ouvrières dans l'Europe contemporaine*. Paris : La Découverte.

Geerkens E., Hatzfeld N., Volkoff S. & Molinié A.-F. (2019). « 1978 : la première enquête statistique sur les conditions de travail en France. Entretien avec ses concepteurs ». In E. Geerkens, N. Hatzfeld, I. Lespinet-Moret & X. Vigna (dir.), *Les enquêtes ouvrières dans l'Europe contemporaine*. Paris : La Découverte, pp. 268-281.

Gollac M. & Volkoff S. (2010). « Mesurer le travail. Une contribution à l'histoire des enquêtes françaises dans ce domaine ». *CEE*.

Document de travail, 127.

Goux D. (2013). « Une histoire de l'Enquête Emploi ». *Économie et Statistique*, 362, pp. 41-57.

Hirata H. & Kergoat D. (2005). « Les paradigmes sociologiques à l'épreuve des catégories de sexe : quel renouvellement de l'épistémologie du travail ? ». *Papeles del CEIC*, 16, en ligne [URL : <http://www.ehu.es/CEIC/papales/17.pdf>].

Labourie-Racapé A., Letablier M.-T. & Vasseur A.-M. (1977). « L'activité féminine. Enquête sur la discontinuité de l'activité professionnelle ». *Cahiers du CEE*, 11, Paris : PUF.

Maruani M. & Reynaud E. (1993). *Sociologie de l'emploi*. Paris : La Découverte.

Maruani M. & Meron M. (2012). *Un siècle de travail des femmes en France 1901-2011*. Paris : La Découverte.

Paoli P. & Merllié D. (2001). *Ten Years of Working Conditions in the European Union*. Dublin : EFIWLC.

Penissat É. (2006). « Socio-histoire de la construction des statistiques du ministère du Travail (1906-1945) ». *Paris : Rapport de recherche pour le ministère du Travail*.

Prochasson C. (2004). « L'enquêteur, le savant et le démocrate. Les significations cognitives et savantes de l'enquête ». *Mille neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 22, pp. 7-14.

Touchelay B. (2006). « L'émergence des statistiques du travail entre 1891 et 1967 où la construction d'une réalité politique, économique et sociale ». Rapport de recherche pour le ministère du Travail, en ligne [URL : https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport_Touchelay.pdf].

Volkoff S. & Molinié A.-F. (1982). « Quantifier les conditions de travail ? (L'exemple de

l'enquête nationale d'octobre 1978) ». *Travail et Emploi*. 11, pp. 63-70.

Zancarini-Fournel M. (2008). *Le Moment 68. Une histoire contestée*. Paris : Seuil.

